

Communiqué de presse

Sujet	Mesures du Conseil fédéral au sujet du problème « too big to fail »
Contact	Martin Bäumle, président, +41 79 358 14 85
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, CP 367, 3000 Berne 7 +41 31 322 60 57, suisse@vertliberaux.ch , www.vertliberaux.ch
Date	21 avril 2011

Les Vert'libéraux soutiennent les mesures du Conseil fédéral au sujet des « too big to fail »

Les Vert'libéraux saluent le message du Conseil fédéral au sujet de la problématique des « too big to fail » et veulent s'assurer que ces prescriptions seront rapidement mises en place et ne seront pas freinées par le parlement. Comme avant la procédure de consultation, le projet comprend des consignes strictes au sujet des fonds propres et des liquidités, qui correspondent bien à la situation des grandes banques dans notre petite Suisse. De plus, les grandes banques se voient chargées de mettre au point un plan d'urgence à appliquer en cas de crise, qui permette de sauver les branches indispensables au système économique. Les Vert'libéraux regrettent toutefois que le rôle de la FINMA soit affaibli en cas de plans d'urgence insuffisants.

Dans l'ensemble, les Vert'libéraux saluent le projet proposé par le Conseil fédéral au parlement au sujet de la problématique dite « too big to fail ». Les mesures proposées sont un instrument approprié afin d'éviter à la Suisse de se retrouver une nouvelle fois obligée de soutenir financièrement les banques privées. Elles réduisent ainsi significativement le risque systémique pour notre pays. Les consignes en termes de fonds propres sont dures en comparaison internationale. Les Vert'libéraux sont néanmoins persuadés que cette base en capitaux stable se révélera être un avantage compétitif sur le long terme. Avec la vérification régulière prévue des prescriptions, l'on tient également compte de la manière dont les choses évolueront au niveau international.

À l'avenir, les banques devront présenter un plan d'urgence qui montre comment les branches qui sont indispensables au système économique suisse pourront poursuivre leurs activités dans le cas où la banque ferait – ou serait sur le point de faire – faillite. Les Vert'libéraux saluent cette exigence, mais sont néanmoins sceptiques sur les mesures à prendre au cas où cette exigence ne serait pas correctement remplie. Le Conseil fédéral doit définir des mesures supplémentaires, et la FINMA ne pourra plus que les appliquer. Du point de vue des Vert'libéraux, le contraire serait préférable : La FINMA, qui a plus de compétences dans ce domaine que le Conseil fédéral, doit être renforcée et avoir la possibilité de définir des mesures supplémentaires, qui pourraient ensuite être mises en œuvre directement par la FINMA. Passer par le Conseil fédéral est une procédure trop lourde. De plus, les Vert'libéraux souhaitent mettre en place un Thinktank qui doit servir de système d'alerte, qui prévienne autant que possible les développements critiques pour la place financière suisse et qui mette ces informations à disposition du Conseil fédéral, de la FINMA et de la BNS. Ainsi les instances concernées pourront prendre en temps voulu les mesures nécessaires.

Enfin, dans le cas où malgré toutes les mesures mises en place, une aide financière à une banque privée devait quand même être nécessaire, la Confédération doit avoir le droit de réguler les rémunérations versées par la banque tant que celle-ci est sous tutelle de l'Etat. Ainsi, en cas de mauvaise gestion, l'Etat peut complètement annuler les rémunérations variables. Les Vert'libéraux saluent les mesures qui permettent d'empêcher le versement injustifié de bonus en cas de demande d'aide à l'Etat.